



HAL
open science

La recherche des économistes en faveur de la paix

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La recherche des économistes en faveur de la paix. Les économistes contre la course aux armements (ECAAR) 1995, Jun 1995, Paris, France. hal-03547704

HAL Id: hal-03547704

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03547704>

Submitted on 28 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La recherche des économistes en faveur de la paix

Jacques Fontanel

Conférence «ECAAR » Economistes contre la courses aux armements »

Ecole normale Supérieure, Paris, 9 Juin 1995

Les économistes se doivent d'étudier les dépenses militaires qui assurent un service public, celui de la sécurité nationale. La question est de savoir quels sont les coûts de l'effort de défense, quels sont les déterminants des dépenses militaires, quel choix entre le beurre et le canon, la question de la construction nationale des armes, de la recherche-développement militaire et de son influence sur les technologies civiles ou le fameux « bang for a buck », quelle défense est la plus efficace dans les choix stratégiques à opérer. Les dépenses militaires en augmentation peuvent favoriser la croissance, mais elles sont moins efficaces que d'autres formes de dépense du budget de l'Etat pour le développement économique.

Economists have a duty to study military spending, which provides a public service, that of national security. The question is what are the costs of the defense effort, what are the determinants of military spending, what is the choice between butter and cannon, the question of national arms production, military research and development and its influence on civilian technologies or the famous "bang for a buck", which defense is the most efficient in the strategic choices to be made. Increased military spending may promote economic growth, but it is less effective than other forms of government spending for economic development.

Paix, guerre, développement économique, dépenses militaires, guerre économique

Peace, war, economic development, military expenditures, economic war.

Les économistes sont particulièrement qualifiés pour témoigner sur les effets plutôt négatifs à long terme des économies militarisées, *ceteris paribus*. Une importante littérature économique s'est développée qui tend à justifier, sur un plan strictement économique, la production des armes ou la recherche d'effets de domination. La production des armes (nucléaires ou conventionnelles), même sans conflit, réduit le bien-être des hommes bien plus que l'inflation, les cycles ou le chômage. Or, si les économistes s'interrogent sur le fonctionnement immédiat de l'économie, ils négligent l'analyse des conséquences économiques et sociales de la course aux armements. Pourtant de nombreuses questions méritent d'être posées :

* Quels sont les coûts directs et indirects de l'armement en termes de ressources, travail, effort intellectuel et coûts d'opportunité ? Quelle est la part de la détérioration de l'environnement attribuée au secteur militaire ?

* Quelles sont les causes des dépenses militaires ? Sont-elles principalement stratégiques ou ont-elles aussi une signification économique ? Quelles sont les conditions qui permettraient un

transfert des ressources militaires vers le secteur civil ? Quels sont les principaux problèmes de la conversion ?

* Quelles sont les conséquences de la course aux armements pour les pays du Tiers-Monde ? Quelle est l'importance de la course aux armements dans l'endettement des pays en voie de développement ?

* Comment la compétition économique et l'élargissement du développement peuvent-ils promouvoir la paix ? Quelle est la relation entre les inégalités internationales et les conflits ?

* Comment le marché commercial, les flux financiers et les transferts de technologie peuvent être développés en vue d'améliorer la coopération internationale et l'entente entre les peuples ?

* Comment peut-on appliquer la théorie économique - théorie des jeux, oligopoles, duopoles - à la résolution pacifique des conflits ? Sous quelles conditions les sanctions économiques sont-elles efficaces et quelles sont les actions appropriées pour renforcer le droit international ?

* À quel niveau les décisions doivent-elles être prises (individu, local, national ou global) pour tenir compte des externalités ?

* Quelle doit être l'analyse des économistes en matière stratégique ? Comment prendre en compte les effets de domination, les rapports de force, les stocks d'armes disponibles (conventionnelles ou nucléaires) dans les analyses économiques des situations internationales ?

* Quelles sont les fondements économiques d'un désarmement réussi ?

"Économistes de la paix " a pour ambition de témoigner de l'intérêt des économistes, pour la paix. Plusieurs économistes ont apporté leur témoignage dans ce livre :

- Lawrence Klein, Prix Nobel d'économie, Professeur au Département d'Economie de l'Université de Pennsylvanie propose un article sur la signification du lien entre le désarmement et le développement. Il était doublement qualifié pour aborder cette question, d'une part en tant que participant au Panel des Personnalités Eminentes des Nations Unies qui a traité de la question du désarmement pour le développement et d'autre part en tant que chercheur, modélisateur et conférencier très estimé sur ce thème difficile.

- John Kenneth Galbraith est Professeur d'Economie Emérite (Paul M. Warburg) de l'Université de Harvard et trustee d'ECAAR. montre des dangers économiques du pouvoir militaire autonome.

- Walter Isard, Professeur d'Economie à Cornell University, engage une réflexion analytique et méthodologique intéressante sur l'apport des économistes à la paix dans le monde.

- Robert Schwartz, Ancien conseiller du Council on Economic Priorities et Professeur de Finance au Bairuch College, montre l'intérêt économique de la conversion des épées aux charrues, en s'interrogeant très empiriquement sur les décisions qu'il conviendrait de prendre pour améliorer à la fois le désarmement et le développement.

- Keith Hartley, Professeur à l'Université d'York, Directeur du Centre for Defence Economics et consultant de l'UNIDIR pour la rédaction du rapport sur les " Aspects Economiques du Désarmement", exprime les conclusions présentées par les Experts internationaux réunis pour l'Assemblée Générale des Nations Unies par l'United Nations Institute for Disarmament Research.

Dans cet ouvrage, Jacques Fontanel propose plusieurs articles de réflexions sur le couples désarmement pour le développement dans la pensée économique, les conséquences économiques de la paix et la gestion économique du désarmement. Il rappelle ainsi, les dix grands principes positifs qu'il faut retenir dans ces procédures :

I. Les principes

Principe n° 1 : Le premier dividende de la paix, c'est la paix elle-même.
Principe n° 2 : Le premier dividende attendu du désarmement, c'est la paix.
Principe n° 3 : Le désarmement sans développement n'est pas synonyme de paix durable.
Principe n° 4 : D'un point de vue économique, le désarmement doit être conçu comme un investissement (de préférence) public.
Principe n° 5 : Il faut estimer, pour tous les protagonistes, le coût réel de la paix consécutive à une procédure de désarmement.
Principe n° 6 : Une réduction vérifiée des dépenses militaires des Etats doit être exigée comme mesure complémentaire obligatoire de tout processus de désarmement.
Principe n° 7 : Une procédure de désarmement réduite à la seule limitation globale des dépenses militaires n'est pas souhaitable.
Principe n° 8 : Les règles de progressivité (temporelle, sectorielle et spatiale), de prévisibilité et de transparence des désarmements nationaux ou régionaux doivent être clairement énoncées.
Principe n° 9 : Revendiquer un contrôle des dépenses militaires de recherche-développement est nécessaire à toute procédure de désarmement.
Principe n° 10 : Un contrôle des ventes internationales d'armes doit être établi comme mesure complémentaire d'un processus de désarmement.
Ces principes, fondés sur des raisonnements économiques, ont servi de base aux réflexions de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la question du désarmement pour le développement.

II. Le désarmement pour le développement

L'idée d'un désarmement pour le développement n'est pas nouvelle, mais malgré une logique apparente, elle n'a jamais pu s'imposer. En effet, les dépenses militaires étant généralement analysées comme des dépenses improductives (et donc, comme un gaspillage), leur réduction semble nécessairement favorable à la croissance de l'économie mondiale. En ce sens, le désarmement, représenté par la réduction des dépenses militaires, constitue bien un instrument de développement. Cependant, deux considérations modifient cette perspective optimiste :

- D'abord, le monde contemporain n'est pas caractérisé par le cosmopolitisme ; il est divisé en Etats, aux objectifs souvent contradictoires, et ce que l'un possède, l'autre peut tenter de l'acquérir par tous les moyens ; dans ces conditions, il est concevable de constater une amélioration de la situation économique de l'Etat pilleur, au détriment de celle du pays vaincu ;

- Ensuite, une réduction des dépenses militaires n'est pas synonyme d'une augmentation immédiate des ressources en faveur du développement. Comme l'activité militaire est elle-même productrice d'emplois et d'activités économiques multiples, sa récession crée les conditions de crises sectorielles et régionales importantes. Dans ces conditions, il faut distinguer les effets à court terme, nécessairement contrastés, des effets à long terme, très positifs pour le développement ceteris paribus, c'est-à-dire à degré de sécurité équivalent. Il faut remplacer le concept de dividendes du désarmement, faisant référence à une rémunération à court terme, par celui d'investissement de la paix, soulignant ainsi les frais initiaux à engager à court terme, avant de percevoir les fruits de cette décision économique.

Il y a deux théories extrêmes : l'armement pour le développement et le désarmement pour le développement. Les facteurs économiques sont toujours très difficiles à analyser, car ils ne se renouvellent jamais pareils à eux-mêmes et une lecture rapide des situations concrètes donne une image très floue des incidences positives ou négatives du désarmement. À très court terme,

un investissement militaire peut avoir des incidences positives sur une industrie ou une région. Mais la même politique peut conduire à un gaspillage, à des habitudes de gestion désastreuses, ou à des tentations d'hégémonie économique par la menace de guerre. La sécurité des Etats constitue une priorité, mais elle est dépendante aussi bien de la qualité des armes disponibles, que de l'état de l'économie ou de la force des solidarités nationales. C'est pourquoi il est intéressant de préciser le statut théorique du désarmement pour le développement dans les différents courants de pensée économique. Plusieurs théories coexistent qu'il convient de rappeler.

L'auteur présente plusieurs théories économiques qui sont simultanément et successivement retenues :

- *L'effort militaire comme facteur de développement.* Développé d'abord par les mercantilistes, cette théorie a connu son développement le plus important avec List et la pensée historique allemande. Pour Sombart, la révolution industrielle européenne et le système capitaliste ont été les fruits de la guerre. D'autres analystes ont repris ces idées dans la pensée contemporaine. Ainsi, pour Bouthoul, la guerre est un mal nécessaire, qui permet d'apporter une solution cruelle à la croissance démographique excessive. Elle est irremplaçable en ce qu'elle assure les fonctions de rééquilibrage ou de réajustement socio-démographique. Cette proposition est élargie par Mandel qui estime qu'en créant la pénurie artificielle, les conflits ou les menaces de guerre suppriment le chômage et accélèrent le progrès technique.

- *L'économie comme arme.* La plupart des réflexions contemporaines sur la guerre économique peuvent trouver leur origine dans le courant de pensée précédent. La thèse de l'échange inégal (Emmanuel, 1969), la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances (Freyssinet, 1969) ou le concept de guerre économique (Baldwin, 1985) sont autant de réflexions qui perpétuent cette analyse économique en termes de pouvoir. Ainsi, sont mises en évidence les grandes stratégies économiques qui exercent une influence capitale sur la géopolitique et la géoéconomie mondiales.

- *La paix, résultante de la disparition du capitalisme.* Pour la théorie marxiste, le capitalisme est étroitement associé à la guerre et la lutte révolutionnaire de classes conduit à la paix. Les réflexions sur l'impérialisme ou le capitalisme monopoliste d'Etat prolongent cette théorie.

- *Les dépenses militaires comme dépenses publiques particulières.* À la suite de Keynes, les dépenses militaires sont d'abord analysées comme des dépenses publiques, dont l'efficacité à long terme est cependant contestée.

- *La guerre, conséquence de systèmes économiques antagonistes.* L'analyse néo-classique crée le paradigme pacifiant d'une économie de marché dénuée de relations de pouvoir. Les conflits sont politiques, souvent fondés sur l'opposition entre le capitalisme et le socialisme. Les modèles de course aux armements de Richardson, Intriligator et Brito sont à ce titre la forme la plus achevée de cette réflexion.

- *Le développement économique, facteur de paix.* Pour les grands classiques anglais, l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être minimale, car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole. Les principes du Nouvel Ordre Economique International s'inscrivent aussi dans cette lignée philosophique. Le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Les conflits s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles.

III. La gestion de la paix

Quand Keynes a écrit sa grande polémique sur les " conséquences économiques de la paix " après la fin de la première guerre mondiale, il n'a, à juste titre, accordé qu'une attention très limitée aux effets économiques de la réduction des dépenses militaires, alors même qu'elles étaient bien plus importantes que celles que nous sommes susceptible de connaître en cette fin de XXème siècle. Il a concentré son attention sur les effets économiques du nouvel ordre de sécurité d'alors, et particulièrement les réparations imposées aux perdants, dont les effets économiques lui semblaient devoir conduire probablement à un autre conflit. Ses conclusions pessimistes restent encore d'actualité. La paix n'inclut aucune disposition pour une réhabilitation économique de l'Europe - rien pour faire en sorte que les Empires du Centre Europe soient en bon voisinage, rien pour stabiliser les nouveaux Etats d'Europe, rien pour réformer la Russie - rien non plus qui assure d'une façon ou d'une autre la promotion d'un ensemble de solidarités économiques parmi les alliés eux-mêmes.

Désarmement et développement exercent incontestablement des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Un désarmement sans réduction des injustices et du sous-développement apparaît très dangereux pour la sécurité mondiale. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Les conflits ne se limitent pas à la production d'armes, ils naissent des dominations économiques, politiques ou culturelles. Un désarmement décidé indépendamment des conditions économiques des Etats n'a pas vraiment d'avenir. Dans ces conditions, il n'est pas concevable que les perdants de la guerre froide soient maintenus dans la crise économique grave qu'ils subissent actuellement, à moins de prendre le risque de les pousser vers la constitution d'un deuxième monde, celui des pauvres, se substituant au traditionnel tiers monde, et allant des économies anciennement planifiées du centre (appauvries par les conflits nationalistes internes) jusqu'aux économies du Sud (hétérogènes dans leur développement mais unies dans la misère, l'injustice ou les inégalités sociales insupportables). Les conséquences économiques de la guerre dépendent d'abord de la qualité de l'intégration des anciens pays du Pacte de Varsovie dans le nouvel ordre mondial économique et de sécurité. Il faut noter cette exigence, mais aussi il faut s'interroger sur une question qui n'appelle pas de réponse incontestable, c'est-à-dire l'impact économique des réductions des dépenses militaires sur les économies occidentales. Nous examinerons le contexte politique dans lequel les décisions seront prises et apporteront quelques éléments de réponse sur l'impact économique d'une réduction des dépenses militaires.

Les dépenses militaires constituent un fardeau qui réduit les taux de croissance des économies nationales plutôt qu'un appui pour maintenir le capitalisme. Même si les effets annuels des dépenses militaires ne sont pas importants, de petits effets cumulés produisent d'importants impacts à plus long terme. À un niveau historique, Kennedy (1987) explique la montée et le déclin des Grandes Puissances sur cinq siècles par la tendance des pays les plus puissants à recourir à des investissements militaires excessifs qui érodent leurs bases économiques. Certainement, un facteur important du déclin de l'Union Soviétique a été le poids excessif de son effort militaire. La réduction des dépenses militaires libère des ressources qui sont alors utilisées à des usages plus productifs. Le désarmement se présente comme une opportunité et non pas comme une menace, comme un investissement à long terme en faveur de l'humanité. Cependant, la conclusion réellement importante, pour l'Est comme pour l'Ouest, c'est que l'économie politique doit créer un nouvel ordre international susceptible de libérer les ressources militaires à des fins productives.

Quand Keynes a écrit sa grande polémique sur les " conséquences économiques de la paix " après la fin de la première guerre mondiale, il n'a, à juste titre, accordé qu'une attention très limitée aux effets économiques de la réduction des dépenses militaires, alors même qu'elles étaient bien plus importantes que celles que nous sommes susceptible de connaître en cette fin de XXème siècle. Il a concentré son attention sur les effets économiques du nouvel ordre de sécurité d'alors, et particulièrement les réparations imposées aux perdants, dont les effets économiques lui semblaient devoir conduire probablement à un autre conflit. Ses conclusions pessimistes restent encore d'actualité. La paix n'inclut aucune disposition pour une réhabilitation économique de l'Europe - rien pour faire en sorte que les Empires du Centre Europe soient en bon voisinage, rien pour stabiliser les nouveaux Etats d'Europe, rien pour réformer la Russie - rien non plus qui assure d'une façon ou d'une autre la promotion d'un ensemble de solidarités économiques parmi les alliés eux-mêmes.

Désarmement et développement exercent incontestablement des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Un désarmement sans réduction des injustices et du sous-développement apparaît très dangereux pour la sécurité mondiale. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Les conflits ne se limitent pas à la production d'armes, ils naissent des dominations économiques, politiques ou culturelles. Un désarmement décidé indépendamment des conditions économiques des Etats n'a pas vraiment d'avenir. Dans ces conditions, il n'est pas concevable que les perdants de la guerre froide soient maintenus dans la crise économique grave qu'ils subissent actuellement, à moins de prendre le risque de les pousser vers la constitution d'un deuxième monde, celui des pauvres, se substituant au traditionnel tiers monde, et allant des économies anciennement planifiées du centre (appauvries par les conflits nationalistes internes) jusqu'aux économies du Sud (hétérogènes dans leur développement mais unies dans la misère, l'injustice ou les inégalités sociales insupportables). Les conséquences économiques de la guerre dépendent d'abord de la qualité de l'intégration des anciens pays du Pacte de Varsovie dans le nouvel ordre mondial économique et de sécurité. Il faut noter cette exigence, mais aussi il faut s'interroger sur une question qui n'appelle pas de réponse incontestable, c'est-à-dire l'impact économique des réductions des dépenses militaires sur les économies occidentales. Nous examinerons le contexte politique dans lequel les décisions seront prises et apporteront quelques éléments de réponse sur l'impact économique d'une réduction des dépenses militaires.

Les dépenses militaires constituent un fardeau qui réduit les taux de croissance des économies nationales plutôt qu'un appui pour maintenir le capitalisme. Même si les effets annuels des dépenses militaires ne sont pas importants, de petits effets cumulés produisent d'importants impacts à plus long terme. À un niveau historique, Kennedy (1987) explique la montée et le déclin des Grandes Puissances sur cinq siècles par la tendance des pays les plus puissants à recourir à des investissements militaires excessifs qui érodent leurs bases économiques. Certainement, un facteur important du déclin de l'Union Soviétique a été le poids excessif de son effort militaire. La réduction des dépenses militaires libère des ressources qui sont alors utilisées à des usages plus productifs. Le désarmement se présente comme une opportunité et non pas comme une menace, comme un investissement à long terme en faveur de l'humanité. Cependant, la conclusion réellement importante, pour l'Est comme pour l'Ouest, c'est que l'économie politique doit créer un nouvel ordre international susceptible de libérer les ressources militaires à des fins productives.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble.

Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan Press, London.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, Fondation pour les Etudes de défense nationale 190.

Deger, S., West, R. (1987), *Defence, Security and Development*, Frances Pinter, London.

Dunne, P., Smith, R. (1990), The peace dividend of the UK Economy, *Cambridge Econometrics*, Report n°1.

Eisner, R., Schwartz, R., Fontanel, J. (1994), Les économistes face au couple paix-développement économique. *Cahiers de l'Espace Europe*, Avril.

Fontanel, J. (1982), Military expenditures and Economic Growth (France Morocco), report written for the United Nations, New York

Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics*, 4(1).

Fontanel (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).

Leontiev W., Duchin, F. (1983), *Military Spending, Facts and Figures. Worldwide implications and future outlook*. Oxford University Press.

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. (1987), Time-series of the macroeconomic impact of defence spending in France and UK, in *Peace Defence and Economic analysis*, MacMillan, London.

Smith, R. P., Humm, A. and Fontanel, J. (1987) Capital-labour substitution in defence provision, *Defence, Security and Development*, Frances Pinter

UNIDIR (1986), *Establishment of an International Disarmament Fund*, UNIDIR, Geneva, November.

UNO (1981), *Study on the relationship between disarmament and development*, New York, ONU.